

AFFAIRE :

SAISIE IMMOBILIÈRE

DIRE

L'an deux mille vingt-cinq et le _____,

Au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire d'Evry et par-devant nous,
Greffier,

Cabinet 9 Janvier

Maitre Julien SEMERIA

20 rue Alexandre Prachay

95300 PONTOISE

Poursuivant la présente vente ;

LAQUELLE A DIT QUE :

Pour compléter le Cahier des Conditions de Vente, il est ci-après donné copie de :

➤ Renseignement d'urbanisme

Et Maître SEMERIA, Avocat, a signé avec Nous, Greffier, sous toutes réserves.

FACE ANNULEE

Direction Ressources
Service Urbanisme

Dossier N° CU0955822500370

déposé le **31/10/2025**

délivré par la commune de **SANNOIS**

CERTIFICAT D'URBANISME D'INFORMATION

DURÉE DE VALIDITÉ

Si la demande formulée en vue de réaliser l'opération projetée sur le terrain, notamment une demande de permis de construire, est déposée dans le délai de DIX HUIT MOIS à compter de la délivrance d'un certificat d'urbanisme et respecte les dispositions d'urbanisme mentionnées par ledit certificat, celles-ci ne peuvent être remises en cause. Il en est de même du régime des taxes et participations d'urbanisme. Un délai de validité plus long peut être mentionné au cadre 11.

ATTENTION : Passé ce délai, aucune garantie au maintien des règles d'urbanisme indiquées dans le certificat ne vous est assurée. Il appartient au demandeur de s'assurer préalablement à l'acquisition d'une construction qu'aucune décision de justice n'a ordonné la démolition de cette construction (Greffé des tribunaux de Grande Instance, Notaires,...)

PROLONGATION DE VALIDITÉ (art. R. 410-17 du Code de l'Urbanisme) _____

Le certificat d'urbanisme peut être prorogé par périodes d'une année sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité, si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain n'ont pas changé.

La demande de prorogation, formulée en double exemplaire par lettre accompagnée du certificat à proroger, est déposée et transmise dans les conditions prévues à l'article R. 410-3.

RECOURS OBLIGATOIRE À UN ARCHITECTE (art. L. 431-3 et R. 431-2 du Code de l'Urbanisme). _____

L 431-3 : Conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, par dérogation à l'article L. 431-1, ne sont pas tenues de recourir à un architecte les personnes physiques ou exploitations agricoles à responsabilité limitée à associé unique qui déclarent vouloir édifier ou modifier, pour elles-mêmes, une construction de faible importance dont les caractéristiques, notamment la surface maximale de plancher, sont déterminées par décret en Conseil d'Etat. Ces caractéristiques peuvent être différentes selon la destination des constructions.

Le recours à l'architecte n'est pas non plus obligatoire pour les travaux soumis au permis de construire qui portent exclusivement sur l'aménagement et l'équipement des espaces intérieurs des constructions et des vitrines commerciales ou qui sont limités à des reprises n'entraînant pas de modifications visibles de l'extérieur.

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, les modèles types de construction et leurs variantes, industrialisées ou non, susceptibles d'utilisation répétée, doivent, avant toute commercialisation, être établis par un architecte dans les conditions prévues à l'article 3 de ladite loi et ce quel que soit le maître d'ouvrage qui les utilise.

R 431-2 : Conformément à l'article 1er du décret n°2016-1738 du 14/12/2016, ne sont toutefois pas tenues de recourir à un architecte les personnes physiques ou les exploitations agricoles à responsabilité limitée à associé unique qui déclarent vouloir édifier ou modifier pour elles-mêmes :

- a) Une construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher n'excède pas cent quinze mètres carrés ;
- b) Une construction à usage agricole dont la surface de plancher n'excède pas huit cents mètres carrés ;
- c) Des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à quatre mètres et dont la surface de plancher n'excède pas deux mille mètres carrés.

La demande précise que le demandeur et, le cas échéant, l'architecte, ont connaissance de l'existence de règles générales de construction prévues par le chapitre Ier du titre Ier du livre Ier du code de la construction et de l'habitation et notamment, lorsque la construction y est soumise, des règles d'accessibilité fixées en application de l'article L. 111-7 de ce code et de l'obligation de respecter ces règles.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le destinataire d'un certificat d'urbanisme qui en conteste le contenu peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification du certificat. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme lorsque le certificat est délivré par le préfet.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

RENSEIGNEMENTS

Pour toute demande de renseignement, s'adresser au service Urbanisme. Tél : 01 39 98 20 80

IDENTIFICATION	
Adresse terrain	7 rue Vauconsant 95110 SANNOIS
Parcelles	AN-0697
Surface du terrain	779 m²
Demandeur	CABINET PAILLARD HPUC PAILLARD HERVE 266 AVENUE DAUMESNIL 75012 Paris

OBJET DE LA DEMANDE DE CERTIFICAT
Demande formulée en vue de connaître les dispositions d'urbanisme et les limitations administratives au droit de propriété et le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain. (art. L.410-I-a alinéa du code de l'urbanisme).

DISPOSITIONS D'URBANISME	
Plan Local d'Urbanisme	Approuvé le 25 avril 2017, modifié le 29 mars 2018, le 10 février 2022, le 22 septembre 2022 et le 2 octobre 2025
Situation	UA (Zone urbaine qui couvre le centre de la commune), Urbaine

SERVITUDES GREVANT LE TERRAIN

Présence de Gypse
 Retrait gonflement des argiles (aléas moyens)
 Périmètre de 500m autour des gares ferroviaires
 Marge de recul
 Périmètre de voisinage d'infrastructure de transport terrestre (R123-13 13) :
 - Voie de catégorie IV (30m) RD 14 (sauf tronçon catégorie III)

DROIT DE PRÉEMPTION
Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat institué par délibération du Conseil Municipal n° 2011-104 en date du 22 septembre 2011.
Périmètre de droit de préemption urbain renforcé, institué par délibérations du Conseil Municipal les 24/10/1991, 12/07/2004, 18/11/2015 et 22/09/2022 au profit de la commune.
Non situé dans le périmètre d'espaces naturels sensibles.
Avant toute mutation du terrain ou des bâtiments, le propriétaire devra faire une déclaration d'intention d'aliéner auprès du bénéficiaire du droit de préemption. Elle comportera l'indication du prix et les conditions de la vente projetée. SANCTION : nullité de la vente en cas d'absence de déclaration.

REGIMES DES TAXES ET PARTICIPATIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN (ARTICLES L 332-6 ET L 520-1 DU CODE DE L'URBANISME)	
TAXES	Les contributions cochées ci-dessous seront assises et liquidées après la délivrance d'un permis de construire, d'une autorisation d'aménager un terrain destiné à l'accueil d'habitations légères de loisir ou un terrain de camping et en cas de non-opposition à une déclaration de travaux
<input checked="" type="checkbox"/>	Taxe d'aménagement Taux : 20% commune, 2,5 % département, 1 % région
<input checked="" type="checkbox"/>	Redevance relative à la création de locaux à usage de bureaux, de locaux commerciaux ou de locaux de stockage dans la région Ile-de-France.
<input checked="" type="checkbox"/>	Redevance d'archéologie préventive

PARTICIPATIONS	<p>Les contributions cochées ci-dessous pourront être prescrites :</p> <ul style="list-style-type: none"> * par un permis de construire, une autorisation d'aménager un terrain de camping et en cas de non-opposition à une déclaration de travaux un terrain de camping et en cas de non-opposition à une déclaration de travaux.; * par une autorisation de lotir, un arrêté approuvant le plan de remembrement d'une association foncière urbaine ou une autorisation d'aménager un terrain destiné à l'accueil d'habitations légères de loisir, sous la forme de la participation forfaitaire définie par l'article L.332-12.
Participations exigibles sans procédure de délibération préalable	
<input checked="" type="checkbox"/> Participations pour équipements publics exceptionnels (article L.332.8).	
Participations préalablement instaurées par délibération.	
<input checked="" type="checkbox"/> Participation pour le financement de l'assainissement collectif.	

RENSEIGNEMENTS COMMUNAUX CONCERNANT L'IMMEUBLE

A – VOIRIE DESSERVANT L'IMMEUBLE

Voie en bordure de l'immeuble : rue Vauconsant

Statut juridique : voie communale

L'alignement à la voie susmentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par la limite actuelle de la propriété.

Cas de propriété (ou copropriété) desservie par plusieurs voies de natures et de statuts éventuellement différents : les renseignements mentionnés ci-dessus font uniquement référence à la voie identifiée par l'adresse cadastrale du bien.

B- PERIL – INSALUBRITE

Péril : l'immeuble n'a jamais fait l'objet d'un arrêté de péril.

Salubrité : l'immeuble n'a jamais fait l'objet d'un arrêté d'insalubrité.

C – MESURE D'URGENCE CONTRE LE SATURNISME

- L'immeuble n'a fait l'objet d'aucune déclaration en préfecture de risque d'accessibilité au plomb, ni d'une déclaration de saturnisme (Décret n° 99-483 du 09 juin 1999)
- L'immeuble est situé dans le périmètre défini pour le Val-d'Oise par l'arrêté préfectoral n° 965 du 22 décembre 2000 comme zone à risque d'exposition au plomb.

D- LUTTE CONTRE LES TERMITES

Immeuble non compris dans une zone reconnue comme contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites (Article 3 loi n° 99-471 du 08 juin 1999).

E – RISQUES NATURELS PREVISIBLES – RISQUES TECHNOLOGIQUES – SISMICITE

Se reporter au cadre « SERVITUDES GREVANT LE TERRAIN » ci-dessus pour savoir si l'immeuble est situé à l'intérieur du périmètre défini en la matière sur le territoire communal (P.P.R. zones d'anciennes carrières souterraines)

F – MERULES

La commune n'a pas connaissance ou reçu de notification concernant la présence de mûres sur ce bien, et aucun arrêté préfectoral relatif à celles-ci n'est existant sur le territoire communal de Sannois.

G – PERMIS DE LOUER

Consulter le site de la communauté d'agglomération du Val Paris : www.valparisis.fr

Fait à Sannois, le 9 décembre 2025


 Bernard JAMET
 Maire de Sannois
 Vice-Président
 Communauté d'Agglomération Val Paris

Commune de **SANNOIS** (Département du Val d'Oise)

Adresse : **7 rue Vauconsant**

Cadastre : section AN n° 697

Contenance cadastrale : 779 m²

Dossier n°250575

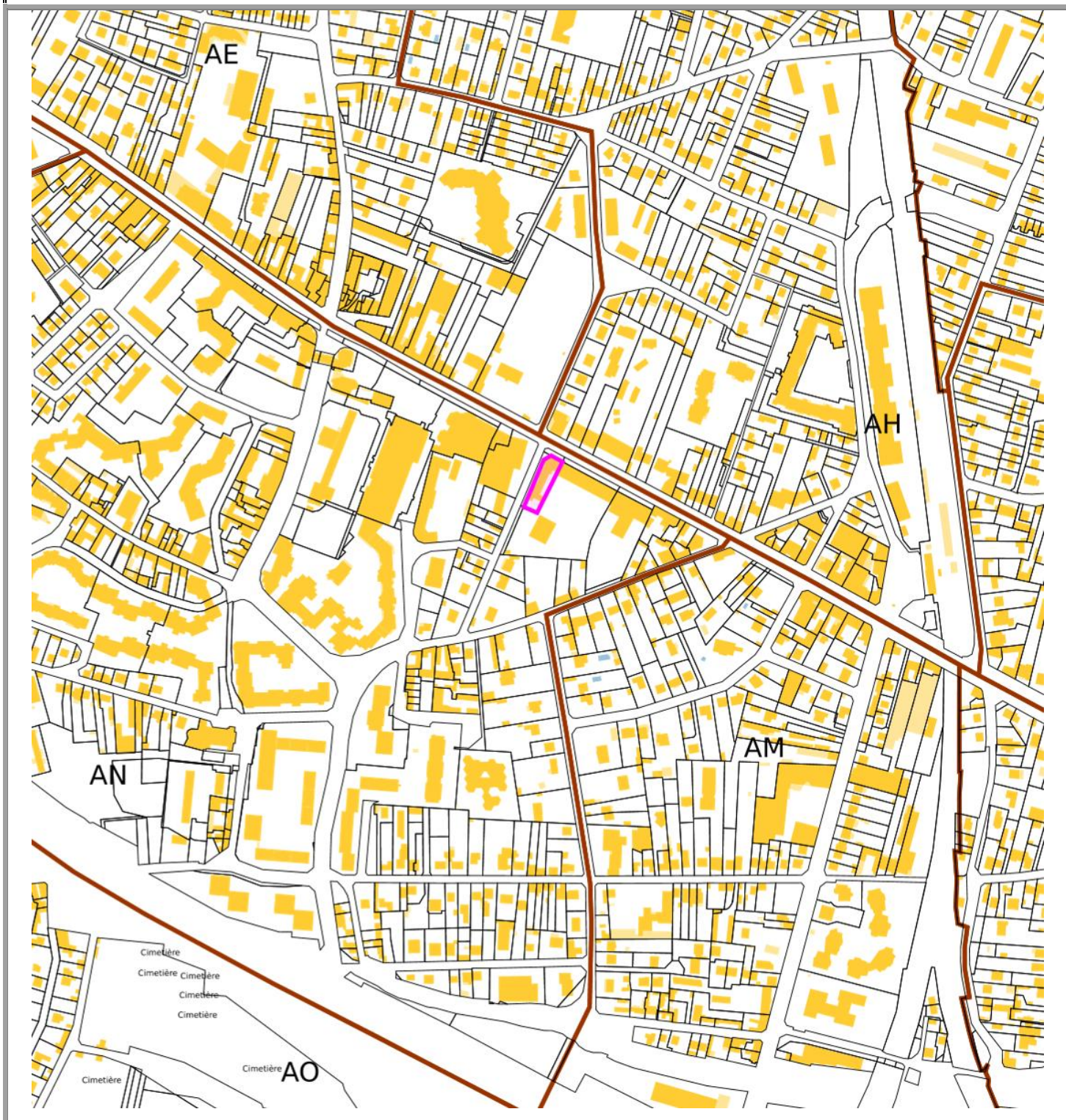
PLAN DE SITUATION

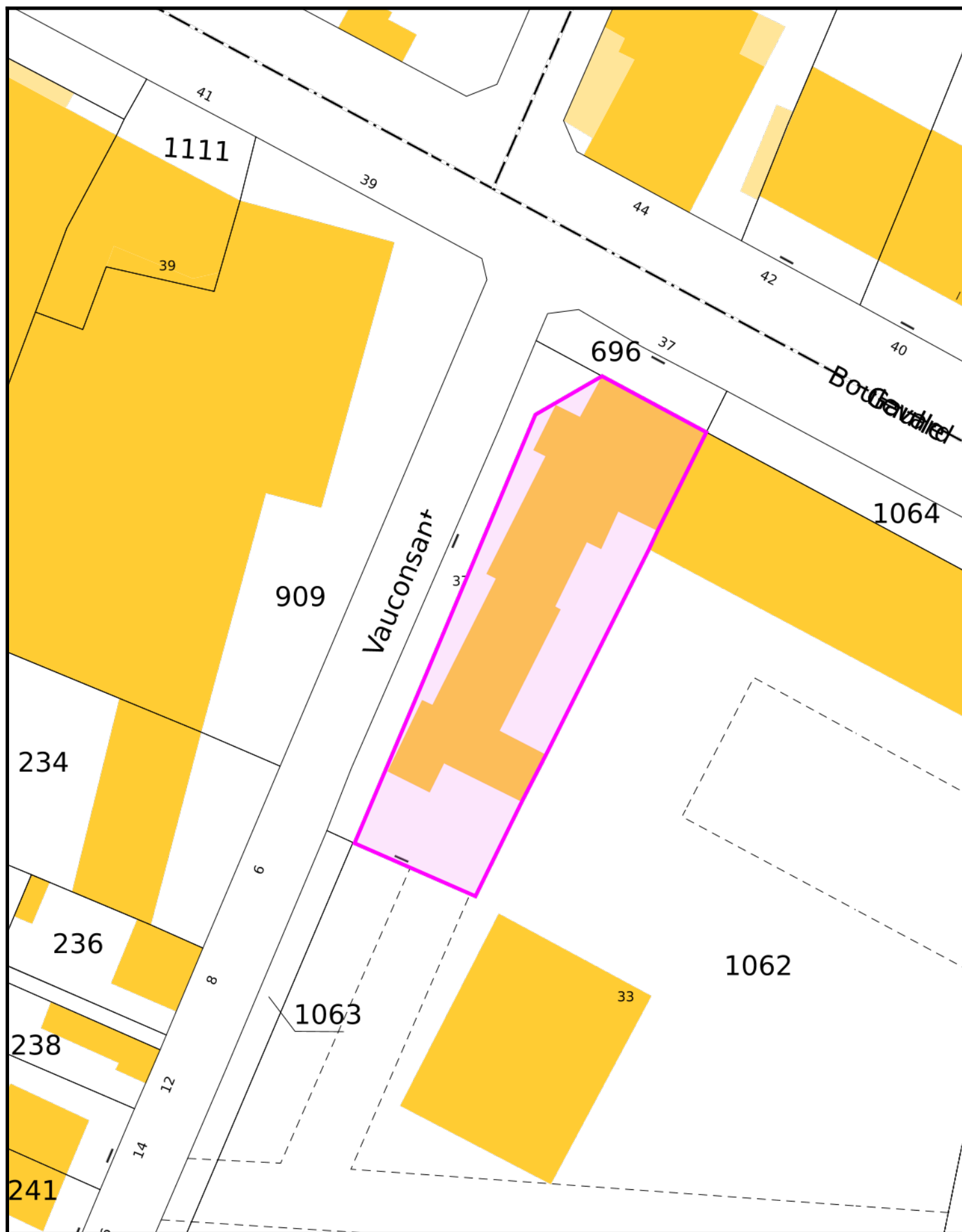
ECHELLE 1/5000

PROPRIÉTAIRES : M. et Mme [REDACTED]

Lot n° 1062 de l'état descriptif de division

EXTRAIT DE PLAN CADASTRAL





Relevé de propriété

Année de référence : 2025												Département : 95 0												Commune : 582 SANNOIS												TRES : 002				Numéro communal : H00736			
Titulaire(s) de droit(s)																																											
Droit réel : Propriétaire														Numéro propriétaire : MB36K5																													
Nom : <div></div> Prénom <div></div>																																											
Adresse : 7 RUE VAUCONSANT 95110 SANNOIS																																											
Propriété(s) bâtie(s)																																											
Désignation des propriétés										Identification du local						Évaluation du local																											
An	Sec	N° Plan	C Part	N° Voirie	Adresse	Code Rivoli	Bat	Ent	Niv	N° porte	N° fiscal du local	S Tar	M Eval	AF	Nat loc	Cat	RC Com Imposable	Coll	Nat Exo	AN RET	AN DEB	Fraction RC Exo	%EXO	TX OM	Coef	RC TEOM																	
04	AN	1062		7	RUE VAUCONSANT 001 LOT 0001062 158/10000 001 LOT 0001184 1/10000	2080	B	03	03	01001	955820380813	582A	C	H	AP	4	3355							P		3 355																	
04	AN	1062		7	RUE VAUCONSANT 001 LOT 0001062 158/10000 001 LOT 0001184 1/10000	2080	B	03	03	01002	955820949155	582A	C	H	DA	4	74							P		74																	
04	AN	1062		7	RUE VAUCONSANT 001 LOT 0001184 1/10000 001 LOT 0001211 1/10000	2080	C	01	00	27001	955820380844	582A	C	H	PK	D	143							P		143																	
Total revenu imposable pour la part communale						Total revenu exonéré pour la part communale												Total revenu imposé pour la part communale																									
3 572 euro(s)						0 euro(s)												3 572 euro(s)																									

Propriété(s) non bâtie(s)																							
Désignation des propriétés						Évaluation																Livre foncier	
An	Sec	N° Plan	N° Voirie	Adresse	Code Rivoli	N° Parc Prim	FP/ DP	S Tar	SUF	GR/ SSGR	CL	Nat cult	Contenance			Revenu cadastral	Coll	Nat Exo	AN Ret	Fraction RC Exo	%EXO	TC	Feuillet
													HA	A	CA								
Contenance totale						Total de la part communale							Total de la part additionnelle						Majoration des terrains constructibles				
HA			A	CA	Revenu imposable			Revenu exonéré		Revenu imposé		Revenu exonéré		Revenu imposé									
					0			0		0		0		0									

Direction générale des finances publiques

Cellule d'assistance technique du SPDC

du lundi au vendredi

de 8h00 à 18h00

Courriel : esi.orleans.adspdc@dgfip.finances.gouv.fr

N° de dossier :

Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du : 04/12/2025

validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : 9504101105

SF2521363449

DESIGNATION DES PROPRIETES										
Département : 095				Commune : 582				SANNOIS		
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvoi	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	N° plan	Contenance
AN	1062			33 BD CHARLES DE GAULLE	0ha53a93ca					
AN	1062	001	1062	158/10000						
AN	1062	001	1184	1/10000						
AN	1062	001	1211	1/10000						

OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30



Fiche parcelle cadastrale

Sannois
AN 697

Géofoncier

Fiche éditée le 04 décembre 2025 à 17h26 (UTC +0100)
Par CABINET PAILLARD HPUC

AVERTISSEMENT :

Les informations présentes sur cette fiche sont fournies à titre informatif.
Elles sont issues des bases de données du portail Géofoncier et de la DGFIP telles qu'elles se présentent à la date d'édition de cette fiche.

CARACTERISTIQUES

Commune : Sannois (95582)
Préfixe : 000
Section : AN
Numéro : 697

Adresse postale la plus proche :
1 Rue Vauconsant 95110 Sannois



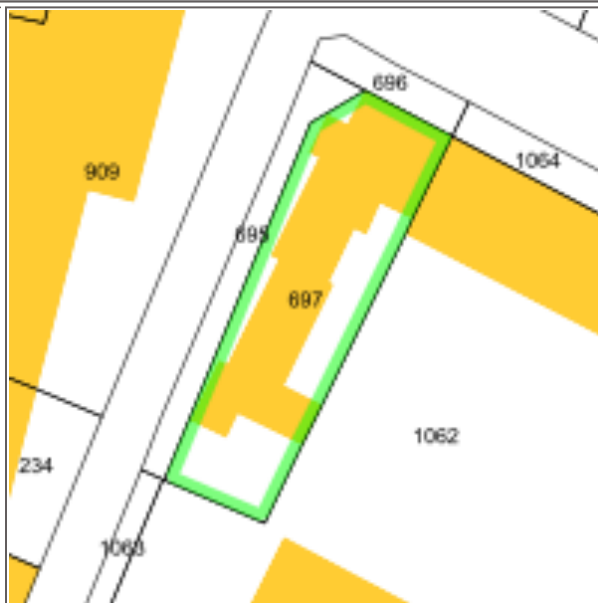
INFORMATIONS CADASTRALES

Contenance cadastrale : 7 a 79 ca *
Parcelle arpentée : non

Pas d'information sur l'origine de la parcelle.

Lieu-dit cadastral : non renseigné

* Ne vaut pas certificat de surface



GEOMETRES-EXPERTS

Dossier(s) de géomètre-expert situé(s) sur la parcelle ou citant la parcelle :

Aucun dossier trouvé sur cette parcelle.

Coordonnées des détenteurs :

Bientôt disponible

URBANISME

Cette commune est couverte par un PLU

Zone urbaine qui couvre le centre de la commune

Zone UA

RISQUES

Lien de génération du rapport Géorisques

<https://www.georisques.gouv.fr/mes-risques/connaitre-les-risques-pres-de-chez-moi/rapport2?form-adresse=true&isCadastre=false&city=Sannois&type=housenumber&typeForm=adresse&codeInsee=95510>
Rue Vauconsant 95110 Sannois

VALEURS FONCIERES VENALES *

Dernière(s) vente(s) ayant eu lieu sur la parcelle :

- **299000 €**

Date de la mutation : 2020-12-17

Prix / m² estimé : 3359,55 € / m²

Locaux

Appartement (89 m² , 4 pièce(s))

Dépendance

- **230000 €**

Date de la mutation : 2022-06-17

Prix / m² estimé : 3432,84 € / m²

Locaux

Dépendance

Appartement (67 m² , 3 pièce(s))

- **225000 €**

Date de la mutation : 2018-07-06

Prix / m² estimé : 3358,21 € / m²

Locaux

Appartement (67 m² , 3 pièce(s))

Dépendance

- **200000 €**

Date de la mutation : 2017-07-19

Prix / m² estimé : 2247,19 € / m²

Locaux

Dépendance

Local industriel, commercial ou assimilé (89 m²)

• **190000 €**

Date de la mutation : 2023-08-22

Prix / m² estimé : 2676,06 € / m²

Locaux

Dépendance

Appartement (71 m² , 3 pièce(s))

• **180000 €**

Date de la mutation : 2018-09-04

Prix / m² estimé : 3214,29 € / m²

Locaux

Local industriel, commercial ou assimilé (56 m²)

Dépendance

• **161000 €**

Date de la mutation : 2018-04-04

Prix / m² estimé : 3096,15 € / m²

Locaux

Dépendance

Appartement (52 m² , 2 pièce(s))

• **130000 €**

Date de la mutation : 2017-06-13

Prix / m² estimé : 2549,02 € / m²

Locaux

Appartement (51 m² , 2 pièce(s))

Dépendance

• **30000 €**

Date de la mutation : 2024-07-01

Prix / m² estimé non disponible.

Locaux

Dépendance

• **18500 €**

Date de la mutation : 2021-05-27

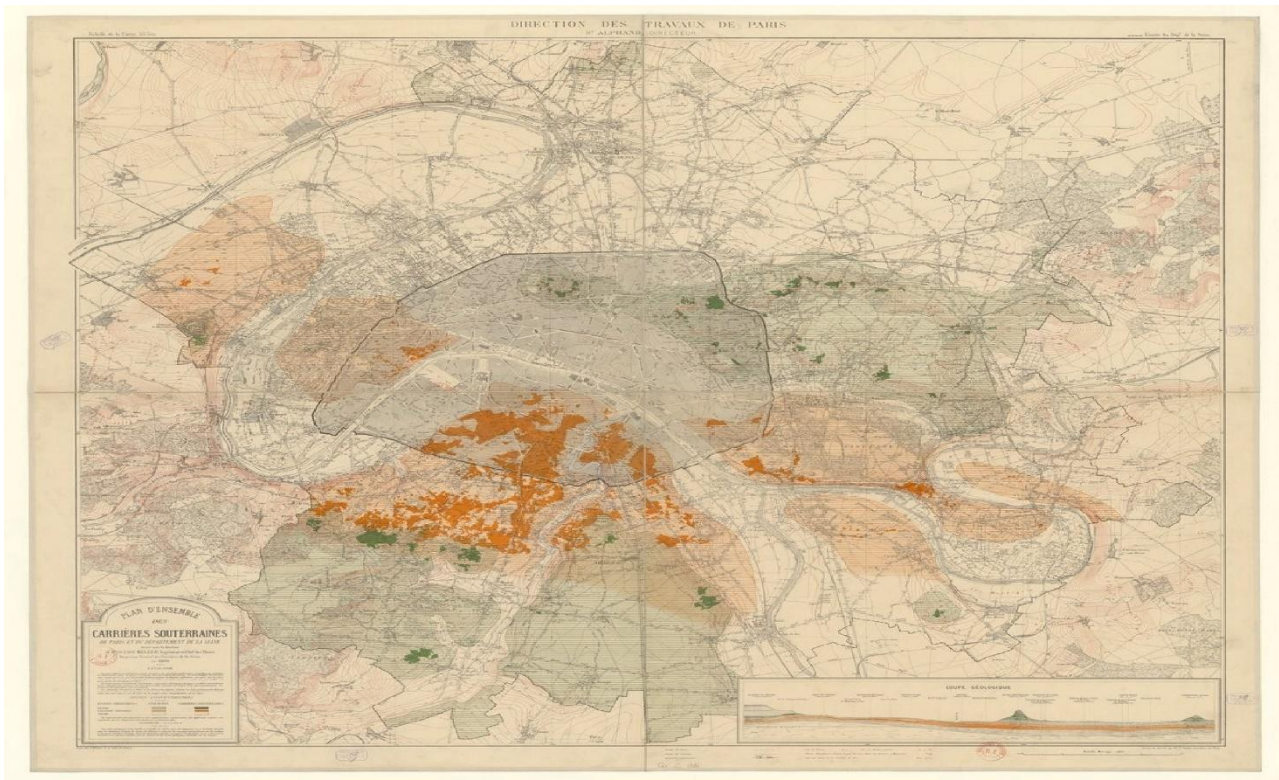
Prix / m² estimé non disponible.

Locaux

Dépendance



RENSEIGNEMENTS SUR LES CARRIERES - SOUS/SOL



ADRESSE : 7 rue Vauconsant, 95110 SANNOIS

CADASTRE : section AN n° 697

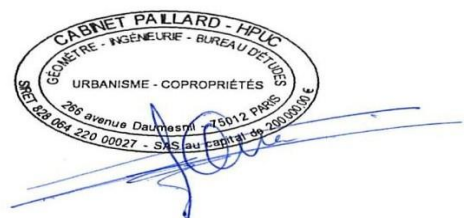
Dans l'état actuel des connaissances acquises par l'inspection générale des carrières et sous réserve de vérification par tous moyens appropriés, la situation de la propriété est la suivante :

N'est pas connue comme étant affectée par des travaux souterrains abandonnés

Les renseignements ci-dessus sont donnés à titre indicatif. Il est rappelé que le propriétaire du sol est aussi propriétaire du sous-sol (art. 552 du code Civil).

Ces informations ne sont pas suffisantes pour compléter l'état des risques naturels et technologiques en application des articles L 125-5 et R 125-26 du code de l'environnement.





Paris, le 6 novembre 2025



A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES EXISTANTS ET FAISANT L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL SONT :



BRUIT : D

-  A - très fort
-  B - fort
-  C - modéré
-  D - faible

La parcelle est concernée par un plan d'exposition au bruit car elle est exposée aux nuisances sonores d'un aéroport.

Le niveau d'exposition au bruit de la parcelle est faible (zone D en vert). Dans la zone D, les nouveaux logements sont autorisés à condition qu'ils fassent l'objet d'une isolation phonique.



INFORMATIONS À PRÉCISER PAR LE VENDEUR / BAILLEUR

INFORMATION RELATIVE AUX SINISTRES INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE À LA SUITE D'UNE CATASTROPHE NATURELLE, MINIÈRE OU TECHNOLOGIQUE

Le bien a-t-il fait l'objet d'indemnisation par une assurance suite à des dégâts liés à une catastrophe ? ☐ Oui ☐ Non

Vous trouverez la liste des arrêtés de catastrophes naturelles pris sur la commune en annexe 2 ci-après (s'il y en a eu).

Les parties signataires à l'acte certifient avoir pris connaissance des informations restituées dans ce document et certifient avoir été en mesure de les corriger et le cas échéant de les compléter à partir des informations disponibles sur le site internet de la Préfecture ou d'informations concernant le bien, notamment les sinistres que le bien a subis.

SIGNATURES

Vendeur / Bailleur




Date et lieu

Acheteur / Locataire

ANNEXE 1 : A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES SUIVANTS EXISTENT MAIS NE FONT PAS L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL



ARGILE : 2/3

-  1 : Exposition faible
-  2 : Exposition moyenne
-  3 : Exposition fort

Les sols argileux évoluent en fonction de leur teneur en eau. De fortes variations d'eau (sécheresse ou d'apport massif d'eau) peuvent donc fragiliser progressivement les constructions (notamment les maisons individuelles aux fondations superficielles) suite à des gonflements et des tassements du sol, et entraîner des dégâts pouvant être importants. Le zonage argile identifie les zones exposées à ce phénomène de retrait-gonflement selon leur degré d'exposition.

Exposition moyenne : La probabilité de survenue d'un sinistre est moyenne, l'intensité attendue étant modérée. Les constructions, notamment les maisons individuelles, doivent être réalisées en suivant des prescriptions constructives ad hoc. Pour plus de détails :

<https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/sols-argileux-secheresse-et-construction#e3>



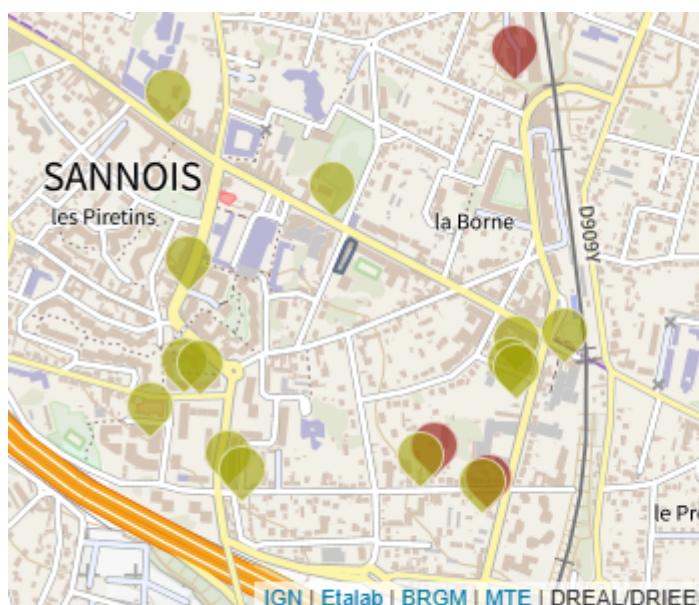
POLLUTION DES SOLS (500 m)

Les pollutions des sols peuvent présenter un risque sanitaire lors des changements d'usage des sols (travaux, aménagements, changement d'affectation des terrains) si elles ne sont pas prises en compte dans le cadre du projet.

Dans un rayon de 500 m autour de votre parcelle, sont identifiés :

- 3 site(s) référencé(s) dans l'inventaire des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
- 14 site(s) potentiellement pollué(s), référencé(s) dans l'inventaire des sites ayant accueilli par le passé une activité qui a pu générer une pollution des sols (CASIAS).

1 site(s) présente(nt) une proximité forte avec votre parcelle. Dans le cas où vous souhaiteriez en savoir davantage, il est recommandé de faire réaliser une étude historique et, le cas échéant, des analyses de sols par un bureau d'étude spécialisé dans le domaine des sols pollués.



ANNEXE 2 : LISTE DES ARRÊTÉS CAT-NAT PRIS SUR LA COMMUNE

Cette liste est utile notamment pour renseigner la question de l'état des risques relative aux sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe naturelle.

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles (CAT-NAT) : 17

Source : CCR

Inondations Remontée Nappe : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE0100513A	01/03/2001	30/04/2001	29/08/2001	26/09/2001

Sécheresse : 3

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE1920338A	01/10/2018	31/12/2018	16/07/2019	09/08/2019
INTE2118485A	01/07/2020	30/09/2020	22/06/2021	09/07/2021
INTE9100268A	01/06/1989	31/12/1990	10/06/1991	19/07/1991

Inondations et/ou Coulées de Boue : 12

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE9200405A	25/05/1992	26/05/1992	21/08/1992	23/08/1992
INTE9200405A	25/05/1992	26/05/1992	21/08/1992	23/08/1992
INTE9200405A	25/05/1992	26/05/1992	21/08/1992	23/08/1992
INTE9200405A	28/05/1992	29/05/1992	21/08/1992	23/08/1992
INTE9200405A	28/05/1992	29/05/1992	21/08/1992	23/08/1992
INTE9200405A	28/05/1992	29/05/1992	21/08/1992	23/08/1992
INTE9200405A	31/05/1992	01/06/1992	21/08/1992	23/08/1992
INTE9200405A	31/05/1992	01/06/1992	21/08/1992	23/08/1992
INTE9200405A	31/05/1992	01/06/1992	21/08/1992	23/08/1992
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
NOR19830803	22/06/1983	27/06/1983	03/08/1983	05/08/1983
NOR19840716	05/05/1983	05/05/1983	16/07/1984	10/08/1984

Mouvement de Terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

ANNEXE 3 : SITUATION DU RISQUE DE POLLUTION DES SOLS DANS UN RAYON DE 500 M AUTOUR DE VOTRE BIEN

Base des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement

Nom du site	Fiche détaillée
BOISSONNADE ET FILS	https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006520062
TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION (SANNOIS)	https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006510389
TRAVAUX PUBLICS L'ESSOR SA	https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006506127

Inventaire CASIAS des anciens sites industriels et activités de services

Nom du site	Fiche détaillée
Station service et garage de motocycles	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3898288
Peinture et ravalement de façades (entreprise de)	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3900089
Pressing	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3900094
Travaux publics (entreprise de)	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3900087
Combustibles (commerce de)	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3898264
Vins (entrepôts de)	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3898287
Magasin populaire	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3898289
Station service	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3900101
Ferrailles (stockage de)	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3898267
Garage automobile	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3898285
Travail des métaux (atelier de)	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3898296
Décharge municipale	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3898284
Garage automobile	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3898265
Ordures ménagères (décharge d')	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3898291